

**Communiqué de presse
Paris, le 27 avril 2026**

Au cinquante-neuvième jour du début de l'agression militaire des États-Unis et du régime sioniste contre la République islamique d'Iran, le service de la diplomatie publique de l'ambassade de la République islamique d'Iran en France souhaite porter les points suivants à la connaissance des médias et de l'opinion publique.

Aperçu général des événements des derniers jours

Au cinquante-neuvième jour du déclenchement de l'agression militaire des États-Unis et du régime sioniste contre la République islamique d'Iran, la dynamique générale des dernières vingt-quatre heures se caractérise par la poursuite du blocus maritime, le blocage de facto du détroit d'Ormuz, l'intensification des pressions militaires et économiques exercées par l'ennemi, ainsi que parallèlement, l'essor des initiatives diplomatiques et de nouvelles manifestations de solidarité populaire à l'intérieur du pays.

Sur le terrain, les rapports maritimes et médiatiques continuent de faire état d'une baisse notable — et, dans certains cas, d'un arrêt ou d'une suspension — du passage d'une part importante des pétroliers et navires commerciaux par Ormuz. Dans le même temps, la saisie du navire marchand « Tosca » ainsi qu'au moins plusieurs pétroliers, battant pavillon iranien par la marine américaine en mer d'Oman et dans les eaux environnantes est présentée comme un exemple manifeste de violation de la liberté de navigation et d'intensification de la guerre économique. Par ailleurs, l'ensemble des statistiques et rapports publiés ces dernières semaines par les institutions officielles et les services de secours iraniens montre que les frappes aériennes et de missiles des États-Unis et du régime sioniste ont, à différents moments du conflit, visé des raffineries, des installations gazières, ainsi que des centres médicaux, éducatifs et certaines infrastructures de communication et spatiales, mettant en lumière l'ampleur humaine et matérielle de la « troisième guerre imposée ».

Au niveau des positions officielles, les déclarations du président de la République à l'occasion de l'anniversaire de l'échec de l'attaque militaire américaine à Tabas, ainsi que la référence à l'événement défensif récent dans le sud d'Ispahan qualifié de « deuxième Tabas », sont interprétées comme un échec stratégique pour Washington. Le premier vice-président iranien, en soulignant la synergie entre la population et l'État dans la reconstruction des ponts et infrastructures détruits par les forces agresseuses américano-sionistes, et en évoquant la participation volontaire des citoyens à la réparation des dégâts, présente la guerre non pas seulement comme une destruction matérielle, mais aussi comme une scène de « résistance collective et d'engagement volontaire », transmettant ainsi un message de résilience et de reconstruction rapide à l'opinion publique nationale et internationale. Sur le plan économique et financier, les mises en garde du président du Parlement concernant les transactions de « swap », les restrictions non écrites sur la vente d'actifs libellés en dollars américains et le rôle de la courbe des taux obligataires suggèrent que le conflit actuel s'est étendu au-delà des dimensions militaire et énergétique pour atteindre les marchés financiers et la confiance dans les actifs adossés au dollar, révélant la fragilité de l'architecture financière centrée sur l'économie américaine.

Sur le plan juridique et humanitaire, les derniers chiffres publiés par les instances compétentes font état de plus de 34 000 blessés, de la destruction ou de l'endommagement de 133 000 unités résidentielles et commerciales, de dommages infligés à des centaines de centres médicaux et de la destruction de 149 monuments historiques. Cet ensemble de destructions offre une image

claire de l'ampleur des violations du droit international humanitaire et des attaques délibérées contre des infrastructures civiles. Dans les rapports et positions officielles de l'Iran, notamment dans les domaines du droit spatial et des communications, il est fait état d'attaques répétées contre des centres de recherche spatiale, des stations de radio et de télévision, ainsi que des systèmes satellitaires fournissant des données environnementales et des alertes aux catastrophes pour l'Iran et la région. Ces actions, en plus de contrevir au principe de l'interdiction du recours à la force, peuvent être soulevées dans les instances internationales comme une « atteinte aux intérêts communs de l'humanité ». Dans ce cadre, la déclaration de l'ambassadeur et représentant permanent de l'Iran auprès des Nations unies qualifie l'attaque américaine et la saisie du navire « Tosca », transportant des équipements médicaux en mer d'Oman, de violation manifeste de l'interdiction de l'agression et la violation des droits de l'homme et du droit à la vie, et présente ce dossier comme un exemple emblématique de mise en danger des patients et d'atteinte à la liberté de navigation.

Au cours des dernières vingt-quatre heures, le front diplomatique a également été marqué par une activité soutenue de l'Iran : la tournée régionale du ministre des Affaires étrangères au Pakistan, à Oman et en Russie s'est accompagnée de contacts téléphoniques intensifs avec ses homologues turc, égyptien, qatari, saoudien et français. L'ensemble de ces démarches témoigne des efforts coordonnés de Téhéran pour élaborer un cadre opérationnel de cessez-le-feu et une nouvelle architecture de sécurité autour du détroit d'Ormuz. Dans cette perspective, le Pakistan est envisagé comme médiateur actif dans les négociations irano-américaines, Oman comme partenaire côtier pour garantir la sécurité du passage maritime, et la Russie comme acteur stratégique aligné, la coordination avec ces pays visant à mettre fin durablement à la guerre, réduire les tensions et consolider le rôle des acteurs régionaux dans la gestion de la crise.

Dans ce même contexte, les analyses publiées par certains médias et think tanks occidentaux mettent en avant plusieurs points clés : premièrement, le conflit en cours n'a pas conduit à un effondrement interne de l'Etat iranien, mais plutôt à une forme de « convergence » au sommet de l'Etat iranien; deuxièmement, le blocus maritime imposé à l'Iran, compte tenu de sa position géostratégique au cœur du golfe Persique et à proximité du détroit d'Ormuz, ne peut être comparé aux scénarios appliqués à des pays comme le Venezuela ou Cuba, et accroît de manière inédite les risques d'affrontement direct et de choc énergétique pour l'économie mondiale ; troisièmement, la poursuite de cette guerre dans un contexte où le régime mondial de non-prolifération nucléaire est déjà affaibli pourrait favoriser l'émergence d'une nouvelle vague de prolifération au Moyen-Orient et au-delà.

Sur le plan social, les dernières vingt-quatre heures ont été marquées par la poursuite de rassemblements nocturnes dans plusieurs villes, dont Téhéran et Bojnourd. Ces mobilisations, relayées par les médias nationaux, ont mis l'accent sur la condamnation des crimes de guerre récents et l'expression de solidarité avec les familles des victimes, notamment celles des élèves de l'école primaire « Shajareh Tayebah » de Minab, tout en donnant à voir des manifestations de vie et d'espoir. La célébration du mariage d'un jeune couple au cœur de l'un de ces rassemblements à Mashhad, l'arrivée de cargaisons de médicaments et d'équipements médicaux en provenance de pays amis, dont la Turquie, ainsi que l'organisation de cérémonies commémoratives pour les victimes de l'école de Minab dans certaines écoles à l'étranger, témoignent de la dimension transnationale des répercussions de ces crimes de guerre et du renforcement des solidarités avec le peuple iranien à l'échelle régionale et mondiale.

1. Dernières déclarations des responsables iraniens

Dr Massoud Pezeshkian, président de la République : Le 24 avril est l'anniversaire de la défaite historique des États-Unis à Tabas, où la supériorité de la volonté divine sur toute autre volonté s'est manifestée. Cette année encore, par la grâce de Dieu, un autre Tabas s'est produit au sud d'Ispahan, montrant que Dieu des sables de Tabas est Dieu protecteur du peuple de cette terre. J'espère que de telles défaites historiques serviront de leçon aux arrogants de ce monde.



Mohammad-Reza Aref, premier vice-président : L'ennemi a frappé les ponts, mais il ignorait que le peuple iranien sait panser les fractures. Aujourd'hui, pour la reconstruction, le marchand de matériaux de la ville vient avec le ciment offert en vœu pieux, et le villageois se charge gratuitement du ferrailage. Cela va au-delà de la simple reconstruction du béton et de l'acier: c'est la station commune de la nation et de l'État côte à côte. Avec un tel esprit, nous bâtissons un Iran plus magnifique qu'auparavant.



Mohammad-Reza Aref : L'ennemi a pris pour cible, le 17 mars, les raffineries et les installations gazières du pays avec 25 missiles. La position du pays, après cette guerre, changera au niveau régional et mondial.



Dr Mohammad-Bagher Ghalibaf, président du Parlement : Les opérations de swap ont été menées dans le but de "prévenir la vente désordonnée des actifs américains". Traduction : certains détenteurs ne peuvent pas vendre leurs avoirs. Pour information : il existe un plafond de vente non écrit que les investisseurs publics et institutionnels sont tenus de respecter. Si la situation devient plus critique, la porte de la vente de ces actions sera complètement fermée ! Tant que vous en avez encore la possibilité, vendez vos obligations. Leur véritable ligne de front, en réalité, c'est la courbe de rendement des obligations (yield curve).



Mohammad-Bagher Ghalibaf, en réponse à Trump : Ils ne cessent de se vanter des cartes qu'ils ont en main.

Regardons de près :

Cartes de l'offre = cartes de la demande.

Stocks disponibles (partiellement consommés) + capacité excédentaire (inexploitée) + oléoducs/projets (non utilisés) = libération des réserves (déjà effectuée) + baisse de la demande (en partie réalisée) + nouvelle correction des prix (en cours).

Ajoutez à cela la période des vacances d'été du côté de la demande, à moins qu'ils ne décident de les annuler pour les États-Unis !



Seyed Abbas Araghchi :

Le voyage au Pakistan a été très fructueux ; ce pays, dont le rôle de médiateur et les efforts fraternels pour ramener la paix dans la région sont très précieux pour nous. Au cours de ce déplacement, j'ai exposé la position de la République islamique d'Iran concernant un cadre pratique et applicable pour une fin durable de la guerre contre l'Iran. Il reste à voir si les États-Unis disposent réellement d'une volonté sérieuse pour faire avancer la diplomatie.

Seyed Abbas Araghchi :

Je suis reconnaissant envers nos hôtes généreux à Oman. Nous avons eu d'importants entretiens sur des questions bilatérales et sur les évolutions régionales. En tant que deux seuls pays riverains du détroit d'Ormuz, nous avons centré nos échanges sur l'examen de solutions visant à garantir une navigation sûre ; une question qui est dans l'intérêt de l'ensemble de nos chers voisins et de la communauté internationale. Nos voisins sont notre priorité.

Seyed Abbas Araghchi (à son arrivée à Saint-Petersbourg, le 27 avril 2026) :

Comme vous le savez, nous avons toujours entretenu des consultations étroites avec la Russie et mené des échanges continus et bilatéraux sur un large éventail de sujets, en particulier les questions régionales. En raison de la guerre imposée de Ramadan, il y a eu un intervalle dans les rencontres. Nous avons saisi l'occasion qui s'est présentée et, dans le prolongement de mes voyages au Pakistan et à Oman, ce déplacement en Russie a été organisé ; il nous donne la possibilité de nous concerter avec nos amis russes sur les évolutions liées à la guerre durant cette période et sur la situation actuelle, et de passer en revue les derniers développements. Il est naturel que les coordinations nécessaires doivent également être effectuées.

Mes voyages au Pakistan et à Oman étaient des déplacements bilatéraux. S'agissant du Pakistan, ce pays a, dans la période récente, joué un rôle important de médiateur dans les négociations entre l'Iran et les États-Unis, et il était nécessaire de discuter des derniers développements. Quoiqu'il en soit, des évolutions se sont produites dans le processus de négociation et les approches erronées et les exigences excessives des États-Unis ont fait que la précédente série de pourparlers, en dépit de progrès, n'a pas pu atteindre ses objectifs. Il était donc nécessaire d'examiner la situation actuelle avec nos amis au Pakistan. Nous avons eu de très bonnes consultations avec nos amis pakistanais ; grâce à Dieu, ce voyage a été un grand succès. Nous avons passé en revue ce qui s'est passé et parlé des voies et des conditions dans lesquelles les négociations peuvent se poursuivre. En tout état de cause, quarante jours de résistance héroïque du peuple iranien doivent nous permettre de faire valoir ses droits et de garantir les intérêts du pays.

Oman est un pays ami et proche, qui a adopté des positions très positives dans cette guerre. Il était nécessaire que nous ayons une rencontre afin d'élargir nos relations avec nos voisins, en



اظہارات سید عباس عراقچی وزیر امور خارجہ کشورمان در بندو ورود به سن پترزبورگ

particulier dans la région du golfe Persique, afin de pouvoir gérer les problèmes existants. L'Iran et Oman sont deux États riverains du détroit d'Ormuz et il était nécessaire de mener des consultations à ce sujet. La sécurité du passage dans ce détroit constitue un enjeu majeur à l'échelle mondiale ; en tant que pays qui le bordent, une coordination étroite s'impose afin de garantir les intérêts communs. Dans toute action qui sera entreprise dans ce domaine, les intérêts de l'Iran et d'Oman sont directement en jeu. Grâce à Dieu, il existe un large degré de convergence de vues entre nous et Oman, et des accords ont été obtenus pour que les consultations se poursuivent à des niveaux d'experts.

L'ambassadeur, représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations unies : L'attaque des États-Unis et la saisie illégale du navire marchand iranien nommé "Tuska", ainsi que la prise en otage de son équipage le 19 avril en mer d'Oman (alors que ce navire transportait des équipements vitaux de dialyse et du matériel médical), constituent une violation manifeste du droit international, notamment de l'interdiction absolue de l'agression, des droits de l'homme et du droit à la vie. Cette mesure coercitive et illégale met des vies humaines en danger, affaiblit la liberté de navigation et expose des patients vulnérables à un risque grave. Les responsables de cet acte doivent rendre des comptes.



2. Les dégâts de la guerre imposée américano-sioniste

Le vice-président chargé des soins à la Fondation des martyrs et des affaires des anciens combattants: Selon les dernières statistiques, dans cette troisième guerre imposée, 34 060 personnes ont été blessées. Beaucoup de blessés ont été soignés en ambulatoire et, à l'heure actuelle, 150 d'entre eux sont hospitalisés et en cours de traitement.

Le ministre du Tourisme, du Patrimoine culturel et de l'Artisanat, devant les journalistes : Cent quarante-neuf de nos sites historiques ont été attaqués. Nos biens historiques ont subi des dommages à hauteur d'environ 75 millions d'euros. Le crime de Minab doit être enregistré au niveau mondial, à l'instar de l'événement d'Hiroshima.



La Société du Croissant-Rouge de la République islamique d'Iran : 132 982 unités civiles ont été détruites à la suite des frappes aériennes des États-Unis et d'Israël sur différentes régions d'Iran. Certaines de ces unités ont été entièrement rasées et les pièces justificatives ont été transmises aux institutions internationales. Par ailleurs, 23 500 unités commerciales, comprenant des magasins et des centres d'activité économique, ont été endommagées.



339 établissements de santé, y compris des hôpitaux, des pharmacies et des centres d'urgences, ont également été touchés ; certains ont été mis hors service en raison des attaques, mais un certain nombre ont pu reprendre très rapidement leurs activités. À titre d'exemple, l'hôpital Khatam s'est placé en état d'alerte en moins de 24 heures. Sous l'effet des impacts de missiles, divers centres du Croissant-Rouge et plusieurs hôpitaux ont subi des dommages importants. Trente-deux universités et 857 établissements d'enseignement et écoles ont également été pris pour cible. En

outre, 20 centres du Croissant-Rouge, comprenant des antennes, des postes et des entrepôts, ont été directement endommagés.

3. Aspects juridiques

Lors des récentes attaques, les infrastructures spatiales et de communication de l'Iran, situées dans plus de dix points sensibles du pays, ont été prises pour cible, en violation manifeste du principe de l'interdiction du recours à la force inscrit dans la Charte des Nations unies. On estime que ces centres partageaient chaque année, dans le cadre de coopérations scientifiques avec des dizaines d'institutions internationales, des dizaines de téraoctets de données environnementales, notamment relatives aux inondations, aux séismes et à la sécheresse. Les perturbations affectant le fonctionnement de plus de trente stations de radio et de télévision et de plusieurs centres spatiaux compromettent potentiellement l'accès de millions de citoyens en Iran et dans la région aux informations et aux alertes publiques.

Le centre de recherches spatiales de l'Université des sciences et de la technologie (Université « Science et Industrie ») et les autres instituts de recherche spatiale accueillent, au total, des centaines de spécialistes et de chercheurs dont les activités, dans les domaines des systèmes satellitaires et de la surveillance des catastrophes, jouent un rôle essentiel dans la gestion des risques pour une population d'environ 90 millions d'habitants en Iran.

Compte tenu du fait que les systèmes iraniens fournissent une part significative des données de suivi de la sécheresse et des tempêtes de poussière à des organisations et universités étrangères, la destruction de ces infrastructures comporte le risque de créer des « zones d'ombre de données » au niveau régional et au-delà.

Dans le cadre du Traité sur l'espace extra-atmosphérique, auquel plus de 110 États sont parties, l'espace est considéré comme le patrimoine commun de l'humanité, et toute action qui, de facto, perturbe l'accès de dizaines de pays à des services fondés sur les données et les communications se trouve en contradiction avec l'esprit et l'objet de ce traité.

Du point de vue du droit international humanitaire, les attaques répétées menées pendant quarante jours contre ces centres, alors que leur vocation principale est civile et scientifique, révèlent un schéma planifié de ciblage des infrastructures vitales, ce qui peut être retenu, dans l'appréciation des principes de proportionnalité et de distinction, comme un facteur aggravant de la responsabilité.

Les coûts directs et indirects estimés pour la reconstruction de ces centres et le rétablissement de leur capacité de traitement des données se chiffrent à plusieurs centaines de millions de dollars ; mais la perte réelle réside dans l'interruption de la chaîne mondiale d'échange de données, de recherche et d'alerte précoce. De telles attaques n'affectent pas seulement les droits de l'Iran, mais aussi, de manière indirecte, ceux de dizaines d'États et de centaines d'institutions scientifiques qui dépendent de ces données et services, mettant en lumière la dimension transfrontalière et collective de la responsabilité internationale.

En conséquence, l'Iran peut, en présentant des éléments techniques et statistiques sur le volume des données, le nombre d'utilisateurs internationaux et l'étendue géographique de la couverture de ces systèmes, démontrer que le coût juridique et humain de cette agression dépasse les frontières nationales et porte atteinte aux intérêts communs de l'humanité.

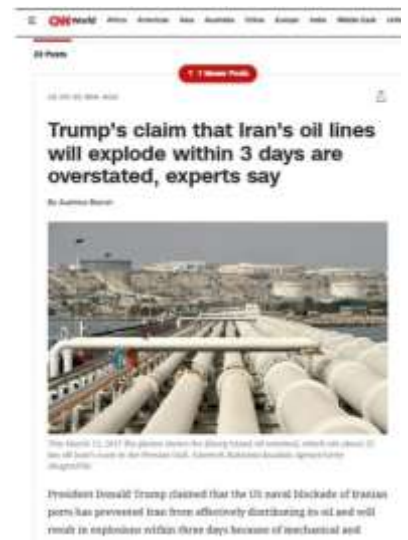
Le vice-président chargé de la coopération et des affaires sociales à la Fondation des martyrs : Environ 330 associations de familles de martyrs et de vétérans, en coordination avec la Fondation, se sont mobilisées pour condamner les crimes de guerre commis contre les enfants martyrs, en particulier à l'école Shajareh-ye Tayyebeh de Minab, et pour suivre des dossiers tels que celui de Makan Nasiri.



Des correspondances sont en cours avec le Conseil des droits de l'homme, l'Organisation des Nations unies et les institutions internationales afin de faire valoir les droits bafoués de ces martyrs.

4. Actions génératrices de tensions

Selon CNN, le 27 avril 2026, Donald Trump a affirmé qu'en raison du blocus maritime, « les oléoducs de l'Iran » exploseraient de l'intérieur en l'espace d'environ trois jours. Dans un entretien téléphonique avec Fox News, il a expliqué que, lorsqu'un volume gigantesque de pétrole circule dans un système et que, faute de navires et de possibilités d'exportation, le pipeline est « bloqué », la pression fait que ces conduites « explosent de l'intérieur, sous terre et sur le plan mécanique », en ajoutant qu'après une telle explosion, il serait quasiment impossible de remettre le système dans son état antérieur. CNN, après avoir consulté plusieurs experts de l'industrie pétrolière sur ce point, a qualifié cette description de fortement exagérée et non conforme à la réalité technique. Selon ces experts, lorsqu'un pays comme l'Iran ne peut pas exporter son pétrole, la procédure habituelle est d'abord de remplir les réservoirs côtiers et les dépôts à terre, puis de réduire progressivement la production ou de fermer temporairement certains puits ; un scénario déjà observé en Irak, au Koweït et aux Émirats arabes unis, sans qu'il n'en résulte d'explosion de pipelines. Andy Lipow, de la société « Lipow Oil Associates », précise qu'un grand nombre d'installations pétrolières iraniennes étaient déjà à l'arrêt dans la situation actuelle et qu'« au final, le pétrole n'explosera pas », même si la fermeture de certains puits peut entraîner une réduction de la capacité de production à l'avenir.



Reuters, 22 avril 2026 / 2 Ordibehesht 1405, citant des sources maritimes et sécuritaires régionales : l'armée américaine a intercepté et « suivi » au moins trois pétroliers battant pavillon iranien dans les eaux asiatiques. Selon ce rapport, ces pétroliers, qui transporteraient au total environ quatre millions de barils de pétrole brut, ont été pris pour cible dans le cadre de la mise en œuvre d'un nouveau blocus maritime américain contre les exportations pétrolières iraniennes, et leur trajectoire a été brusquement modifiée à proximité des côtes de l'Inde, de la Malaisie et du Sri Lanka. Reuters, s'appuyant sur des données de suivi des navires et les déclarations de plusieurs sources informées, souligne que cette



acte s'inscrit dans une stratégie plus large de Washington visant à exercer une pression maximale sur les revenus pétroliers de Téhéran et à empêcher le contournement du blocus via le réseau dit de la « flotte fantôme » iranienne ; dans le même temps, des experts avertissent que de telles

interceptions pourraient accroître les tensions dans les voies maritimes stratégiques d'Asie et renforcer les inquiétudes quant à la sécurité de l'approvisionnement énergétique mondial.

Wall Street Journal : alors que Washington poursuit le blocus des ports iraniens dans le détroit d'Ormuz, les forces américaines ont intercepté vendredi un pétrolier battant pavillon iranien. Le destroyer lance-missiles « USS Rafael Peralta » a procédé à cette action contre un navire battant pavillon de l'Iran. Selon le Commandement central du département de la Défense des États-Unis, ce navire « tentait de se diriger vers l'un des ports iraniens ».



5. Lutte contre la propagande, la guerre psychologique, les mensonges et les tentatives de manipulation de l'opinion publique

Le *Telegraph*, dans une analyse datée du 24 avril 2026, soutient que, contrairement à ce que pense Donald Trump, la structure du pouvoir en Iran ne s'est pas profondément fracturée à propos de la guerre en cours et qu'elle a, dans l'ensemble, gagné en cohésion face aux pressions extérieures. Ce rapport explique que la guerre et la campagne de « pression maximale » menée par Washington ont relégué au second plan les divergences habituelles entre les courants qualifiés de « modérés » et de « radicaux » et ont élevé la question de la guerre, à Téhéran, au rang de « crise de sécurité nationale » ; une crise dans laquelle la survie et l'intégrité du pays constituent l'axe central de la décision, et non les rivalités politiques quotidiennes.



Selon le *Telegraph*, dans un tel environnement, même des personnalités et des courants qui étaient auparavant décrits en Occident comme « modérés » se tiennent aujourd'hui, dans les faits, aux côtés des autres composantes du pouvoir et défendent les grandes lignes de la stratégie politico-militaire, car ils considèrent que le coût politique de l'affichage public d'un « compromis » large avec Trump serait extrêmement élevé. L'analyse rappelle qu'aux yeux d'une partie importante des responsables iraniens, Trump est un partenaire de négociation non fiable dont l'objectif final est davantage la « reddition » qu'un accord durable ; cette perception a encore réduit l'espace pour les initiatives des courants favorables à un compromis. La conclusion générale du rapport est que la guerre, du moins à court terme, n'a pas conduit à un effondrement interne de la structure du pouvoir en Iran, mais à une forme de convergence sécuritaire au sommet de l'État.

Un article du *Los Angeles Times* daté du 22 avril 2026 explique que, bien que Donald Trump ait recouru à l’outil du « blocus maritime » à l’égard de pays comme le Venezuela et Cuba, le scénario iranien est par nature différent et plus risqué. L’Iran se trouve au cœur du golfe Persique, à proximité immédiate du détroit d’Ormuz, par lequel transite une part importante du pétrole et du gaz mondiaux, et toute perturbation dans ce détroit peut déstabiliser les marchés de l’énergie. Le rapport souligne que, contrairement au Venezuela et à Cuba, l’Iran dispose d’un ensemble significatif de missiles antinavires, de drones d’attaque, de vedettes et de sous-marins de petite taille, conçus pour le combat dans l’espace restreint et encombré d’Ormuz et capables d’être utilisés contre des bâtiments de guerre et des navires commerciaux. Plusieurs analystes et anciens responsables du Pentagone expliquent au journal que la tentative d’imposer un blocus physique des ports et des routes maritimes de l’Iran exposerait en pratique les forces américaines à une réaction rapide et directe de Téhéran, pouvant transformer très rapidement cet instrument de pression économique en un affrontement militaire à grande échelle.



Le *Los Angeles Times* met également en garde contre le fait que toute perturbation sérieuse du passage des pétroliers par Ormuz menacerait l’offre mondiale d’énergie et ferait flamber les prix du carburant sur le marché américain, avec des conséquences économiques et politiques lourdes pour le gouvernement de Washington lui-même. C’est pourquoi l’article conclut que la comparaison de l’Iran avec le Venezuela ou Cuba est trompeuse et que le blocus maritime contre l’Iran constitue une option extrêmement complexe, coûteuse et potentiellement déstabilisatrice pour l’économie mondiale.

Chatham House, dans une analyse publiée le 30 mars 2026, soutient que la guerre des États-Unis et d’Israël contre l’Iran a éclaté à un moment où le régime mondial de non-prolifération nucléaire était déjà fortement affaibli. Le Traité de non-prolifération et les mécanismes de contrôle des armements se sont érodés au cours des dernières années, la rivalité nucléaire entre grandes puissances s’est à nouveau intensifiée et la crédibilité politique et normative des règles de lutte contre la prolifération s’est amoindrie. Dans un tel contexte, cette guerre peut devenir un « tournant dangereux » pour l’ordre de non-prolifération. Si l’Iran franchit son seuil actuel et se dirige vers l’arme nucléaire, notamment au regard des déclarations antérieures de l’Arabie saoudite sur la nécessité d’un équilibre stratégique, le risque de déclenchement d’un effet domino nucléaire au Moyen-Orient augmentera.



The Iran war risks triggering a new wave of nuclear proliferation

States may be tempted to pursue their own nuclear weapons as they seek deterrence against attacks amid uncertainty over US guarantees.

EXPERT COMMENT

PUBLISHED 30 MARCH 2026 — 4 MINUTE READ



Le rapport examine ensuite une seconde couche de conséquences en Asie de l’Est et en Europe, et avertit que la manière de gérer cette guerre, ainsi que les messages contradictoires émanant du champ de bataille et de la diplomatie, peuvent renforcer, parmi les États non dotés, une perception dangereuse : celle selon laquelle la seule dissuasion réelle réside dans la possession d’une arme nucléaire nationale. Le texte évoque à ce propos les débats et l’évolution de l’opinion publique dans des pays comme la Corée du Sud, la Turquie et certains États d’Europe de l’Est – notamment la Pologne – où le doute grandissant quant à la pérennité du parapluie sécuritaire américain et l’érosion de l’ordre de non-prolifération augmentent le soutien à l’option d’une capacité nucléaire propre. Les auteurs concluent que, si les États-Unis et les autres grandes

puissances ne renforcent pas de manière claire leurs engagements en matière de dissuasion et ne lancent pas de nouvelles initiatives de contrôle des armements et de diplomatie nucléaire au Moyen-Orient et en Asie de l'Est, cette guerre pourrait être l'élément déclencheur d'une nouvelle et vaste vague de prolifération nucléaire.



Chris Murphy, sénateur américain : « Voici nos deux principaux négociateurs sur le dossier iranien. Ils n'ont aucune expérience diplomatique. La situation leur échappe totalement. Tous deux présentent des conflits d'intérêts financiers massifs ; leur fortune est liée à des dictateurs du Moyen-Orient qui les ont enrichis. Quelle catastrophe. »

6. Situation du marché de l'énergie et effets de la crise dans la région

Le marché mondial de l'énergie, au cours des deux derniers jours, a été confronté, en réaction à l'aggravation de la crise dans le golfe Persique et au détroit d'Ormuz, à une augmentation sensible de la « prime de risque géopolitique », phénomène qui se manifeste en particulier dans les prix du pétrole brut et du gaz. Dans les transactions de ce matin, le prix du Brent s'est situé aux alentours de 106 à 107 dollars le baril et a, par moments, approché 108 dollars, ce qui témoigne de la poursuite de la tendance haussière et du maintien de niveaux de prix élevés par rapport à la veille.



Sur la semaine écoulée, le Brent a enregistré une hausse d'environ 17%, et, à l'échelle annuelle, l'augmentation de son prix atteint près des deux tiers de sa valeur précédente, ce qui montre que la crise actuelle s'inscrit dans un contexte de tensions préexistantes sur les prix. L'amplitude de la volatilité intrajournalière d'aujourd'hui – de l'ordre de quelques dollars entre le plancher et le plafond – reflète la forte sensibilité du marché à toute information concernant la fermeture ou une éventuelle réouverture partielle d'Ormuz, ainsi qu'à l'évolution des négociations entre l'Iran, les États-Unis et les autres acteurs.

Sur le front du gaz, les prix en Europe continentale, en particulier l'indice de référence TTF, avaient déjà connu des bonds de plusieurs dizaines de pour cent en réaction à l'annonce de possibles restrictions sur les flux de GNL en provenance du golfe Persique et se sont stabilisés à des niveaux très supérieurs aux moyennes des années précédentes. Bien que les données en temps réel ne soient pas actuellement disponibles, la structure générale du marché montre que le choc lié au risque Ormuz est principalement concentré sur le segment spot et les échéances de court terme, tandis que la courbe des contrats à terme présente une pente plus marquée sur les maturités proches. D'un point de vue stratégique, les pays importateurs, dans un tel environnement, sont exposés à un niveau de risque élevé sur les achats au comptant, et la réponse appropriée consiste à diversifier les sources d'approvisionnement, à recourir au maximum aux stocks et à renforcer les contrats de moyen terme, tandis que les producteurs situés hors de la zone d'Ormuz bénéficient d'une rente supplémentaire, mais restent confrontés à une forte incertitude quant à la durée de cet état de fait. En cas de prolongation du blocage ou d'escalade militaire, on peut s'attendre à ce que le prix du pétrole dépasse encore ses niveaux actuels et que le gaz, sur les marchés européens et asiatiques, connaisse de nouveaux sauts, tandis qu'à l'inverse, tout signe de désescalade ou la mise en place d'un mécanisme sécurisé pour le passage des pétroliers

pourrait réduire une partie de cette prime de risque et entraîner un ajustement des prix à court terme.

Le président de la société Total Energies cité par Reuters: « Si la crise et les perturbations dans le détroit d'Ormuz se poursuivent pendant deux à trois mois supplémentaires, le monde entrera dans une situation de pénurie énergétique. Compte tenu de la situation actuelle du marché mondial de l'énergie et de la hausse de la demande, il est essentiel que la France et les autres pays européens réfléchissent à des solutions durables et de long terme pour assurer leur approvisionnement énergétique. »



7. Protestation contre la guerre et solidarité des peuples de la région avec l'Iran

Acheminement d'un important convoi de médicaments et d'équipements médicaux en provenance de Turquie vers l'Iran par le poste frontalier de Bazargan.



Rassemblement des élèves de l'école Sayyida Zaynab (que la paix soit sur elle) en mémoire des élèves martyrs de l'école de Minab, à Machilipatnam, dans l'État d'Andhra Pradesh, en Inde.



8. Efforts diplomatiques

Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran, en visite à Islamabad pour des consultations avec de hauts responsables pakistanais, s'est entretenu samedi matin avec le maréchal Asim Munir, chef de l'armée du Pakistan. Lors de cette rencontre, les deux parties ont échangé leurs points de vue sur les derniers développements liés au cessez-le-feu et à la fin de la guerre imposée par les États-Unis et le régime sioniste contre l'Iran, ainsi que sur la coopération visant à renforcer la paix et la stabilité en Asie occidentale. Le ministre des Affaires étrangères a exprimé sa reconnaissance



pour les bons offices et les efforts précieux du gouvernement pakistanais, en particulier du maréchal Asim Munir, en vue d'instaurer un cessez-le-feu et de mettre fin à la guerre, tout en exposant les positions et considérations de notre pays à cet égard. De son côté, le maréchal Asim Munir, tout en remerciant l'Iran pour la confiance accordée au Pakistan en tant que pays voisin et musulman pour contribuer à l'avancement du processus diplomatique, a réaffirmé la disponibilité de son pays à poursuivre ses efforts de médiation jusqu'à l'aboutissement des résultats.



Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran, qui s'était rendu à Islamabad pour des consultations avec de hauts responsables pakistanais, s'est entretenu samedi après-midi avec Shehbaz Sharif, Premier ministre du Pakistan. Lors de cette rencontre, à laquelle participait également Ishaq Dar, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Pakistan, les relations bilatérales et la coopération entre les deux pays dans divers domaines, ainsi que les évolutions régionales et internationales, ont fait l'objet d'échanges de vues. Le Premier ministre pakistanais, évoquant la volonté des plus hautes autorités des deux pays de poursuivre le renforcement continu des relations et des coopérations bilatérales, ainsi que la coordination et la coopération aux niveaux multilatéral et au sein des organisations internationales, a exprimé sa confiance dans la poursuite de cette dynamique avec vigueur, dans l'intérêt commun des deux pays voisins et musulmans. Le ministre iranien des Affaires étrangères, se référant à l'attention particulière portée par le Guide suprême et par le président Masoud Pezeshkian au développement global des relations avec les pays voisins, en particulier le Pakistan, a souligné la place privilégiée de ce pays dans la politique étrangère de l'Iran et la détermination de Téhéran à approfondir davantage les relations bilatérales. M. Araghchi, en remerciant les efforts soutenus des hauts responsables pakistanais pour mettre fin à la guerre imposée par les États-Unis et le régime sioniste contre l'Iran, instaurer un cessez-le-feu et assurer le bon déroulement des négociations, a exposé les positions de principe de la République islamique d'Iran concernant les derniers développements relatifs au cessez-le-feu et à la cessation complète de la guerre imposée. Le ministre des Affaires étrangères a également évoqué la poursuite des crimes du régime sioniste en Palestine occupée et les agressions répétées de ce régime contre l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale du Liban, tout en saluant les positions du gouvernement et du peuple pakistanais en soutien et en solidarité avec le peuple palestinien opprimé, ainsi que l'engagement particulier du Pakistan en faveur de la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu concernant le Liban.

Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran, qui s'était rendu à Mascate pour des consultations avec de hauts responsables du Sultanat d'Oman, s'est entretenu dimanche matin avec Haitham bin Tariq.

Le ministre des Affaires étrangères a exprimé sa reconnaissance pour l'approche responsable d'Oman dans le soutien aux processus diplomatiques, ainsi que pour la position avisée de ce pays face à la guerre imposée par les États-Unis et le régime israélien contre l'Iran. Il a également souligné la détermination de l'Iran à préserver ses relations amicales avec Oman et les autres pays de la rive sud du golfe Persique. Le ministre des Affaires étrangères a précisé que l'expérience de la guerre imposée de quarante jours



contre l'Iran a démontré que la présence militaire américaine dans les pays de la région ne fait qu'engendrer insécurité et divisions, et qu'il est attendu de l'ensemble des pays de la région qu'ils adoptent une approche constructive et responsable en vue de mettre en place des mécanismes de sécurité collective endogènes, exempts de toute ingérence américaine.

Le sultan d'Oman, tout en présentant ses condoléances pour le martyr de l'ayatollah Ali Hosseini Khamenei, guide martyr de la Révolution islamique, ainsi que pour celui de plusieurs hauts responsables politiques et militaires et de citoyens iraniens lors de l'agression militaire des États-Unis et du régime sioniste contre l'Iran, et en transmettant ses salutations chaleureuses à l'ayatollah Mojtaba Khamenei, Guide suprême, ainsi qu'au président Masoud Pezeshkian, a réaffirmé l'engagement d'Oman en faveur de la paix et de la stabilité dans la région, notamment par le biais du soutien aux efforts diplomatiques. Le sultan a également exprimé l'espoir d'une fin rapide et définitive de la guerre et d'un retour de la stabilité et de la sécurité dans la région, tout en déclarant la disponibilité de son pays à apporter toute forme d'assistance en ce sens. Lors de cette rencontre, à laquelle participait également Badr al-Busaidi, ministre des Affaires étrangères d'Oman, les discussions ont porté sur les questions liées à la sûreté et à la sécurité de la navigation dans le détroit d'Ormuz, à la sécurité régionale dans le golfe Persique et la mer d'Oman, aux coopérations économiques entre les pays de la région, ainsi qu'aux évolutions relatives aux négociations en vue de mettre fin à la guerre, avec la médiation du Pakistan.

Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran, qui s'est rendu en Fédération de Russie à la tête d'une délégation diplomatique pour des consultations avec de hauts responsables russes, s'est entretenu lundi après-midi avec Vladimir Putin, président de la Fédération de Russie. Au cours de cette rencontre, les deux parties ont échangé leurs vues sur les relations bilatérales irano-russes ainsi que sur les évolutions internationales. Le président russe,



tout en réaffirmant la position ferme de la Russie condamnant l'agression militaire des États-Unis et du régime israélien contre la République islamique d'Iran, a présenté ses condoléances pour le martyr du Guide suprême de la Révolution islamique, de hauts responsables civils et militaires, ainsi que de citoyens iraniens à la suite des attaques menées, et a salué la résistance héroïque et courageuse du peuple iranien dans la défense de l'indépendance et de la souveraineté nationale de l'Iran. Il a également remercié, en évoquant la réception d'une lettre du Guide suprême, l'ayatollah Mojtaba Khamenei. Le président russe, soulignant la volonté de son pays de renforcer davantage les relations avec l'Iran dans tous les domaines d'intérêt commun, sur la base de l'accord global de partenariat stratégique, a insisté sur la disponibilité de la Russie à élargir la coopération dans divers secteurs.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, tout en exprimant sa reconnaissance pour les messages et les positions de principe et responsables des dirigeants russes face à l'agression illégale des États-Unis et du régime sioniste contre l'Iran, a considéré que la résistance du peuple iranien face à cette agression ne constitue pas seulement une défense de l'intégrité de l'Iran, mais également une défense des principes fondamentaux du droit international, en particulier celui de la souveraineté nationale, ainsi que des valeurs humaines. Il a souligné que les conséquences de la complaisance et des comportements à double standard de certains pays face aux violations du droit et aux politiques de coercition des États-Unis concerneront l'ensemble de la communauté internationale.

Lors de cette rencontre, à laquelle participait également Sergey Lavrov, ministre des Affaires étrangères de la Russie, le chef de la diplomatie iranienne, après avoir exposé le processus

diplomatique mené avec la médiation du Pakistan en vue de mettre fin complètement à la guerre imposée et d'établir la paix et la sécurité dans la région du golfe Persique et du détroit d'Ormuz, a estimé que la persistance de pratiques déstabilisatrices des États-Unis — notamment l'insistance sur des exigences déraisonnables, les changements fréquents de position, les déclarations menaçantes et les violations répétées des engagements — constitue un facteur de ralentissement des avancées diplomatiques. Il a ajouté que la République islamique d'Iran, en tenant compte des expériences passées — notamment deux agressions militaires contre l'Iran en plein processus de négociation, les attaques contre les installations nucléaires pacifiques, la dépendance des États-Unis aux sanctions et aux pressions économiques, ainsi que la poursuite d'actes de piraterie maritime contre des navires commerciaux iraniens — prendra les décisions appropriées concernant le processus diplomatique en cours.

Le président russe, réaffirmant la disponibilité de son pays à apporter toute forme d'assistance en vue de la cessation complète de la guerre et de l'instauration de la paix dans la région, a exprimé l'espoir que les processus diplomatiques en cours aboutissent à un résultat favorable pour la paix et la stabilité.

Entretien téléphonique entre Seyed Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran, et Hakan Fidan, ministre des Affaires étrangères de la Turquie : au cours de cette conversation, le ministre iranien des Affaires étrangères a informé son homologue turc des développements liés au cessez-le-feu et de la situation la plus récente de la diplomatie visant à mettre fin à la guerre dans la région.



Seyed Abbas Araghchi et Badr Abdelatty, ministres des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran et de l'Égypte, ont échangé au sujet des questions liées à la diplomatie et au cessez-le-feu, ainsi que des derniers développements régionaux.



Nechirvan Barzani, président de la région du Kurdistan irakien s'est entretenu par téléphone avec Seyed Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran, au sujet des évolutions régionales. Au cours de cette conversation, les deux parties ont discuté du renforcement de la coopération entre l'Iran et la région du Kurdistan irakien en vue de préserver la sécurité des frontières et d'empêcher toute exploitation par des parties tierces en vue de déstabiliser la région.



Entretien téléphonique entre les ministres des Affaires étrangères de l'Iran et de la France : Seyed Abbas Araghchi et Jean-Noël Barrot, ministre des Affaires étrangères de la France, se sont entretenus par téléphone dimanche. Araghchi a informé son homologue français de la situation la plus récente et des développements liés au cessez-le-feu et aux efforts diplomatiques visant à mettre fin à la guerre imposée, et a souligné l'importance du rôle constructif des pays européens dans ce processus. Le ministre français des Affaires étrangères a exprimé l'espoir que la poursuite des discussions conduise à l'instauration de la paix dans la région. Les ministres des Affaires étrangères de l'Iran et de la France ont insisté sur la poursuite des consultations bilatérales et avec les autres parties régionales.



Entretien téléphonique entre les ministres des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran et du Qatar : Seyed Abbas Araghchi a informé son homologue qatari des dernières initiatives et efforts diplomatiques de la République islamique d'Iran pour mettre fin à la guerre et réduire les tensions. Les deux parties, en soulignant l'importance du rôle constructif des pays de la région dans la gestion des crises, ont insisté sur la poursuite des consultations et de la coordination diplomatique en vue de soutenir les initiatives de paix et de renforcer la stabilité régionale. Le ministre qatari des Affaires étrangères, tout en saluant l'approche diplomatique de la République islamique d'Iran, a réaffirmé la disponibilité de son pays à continuer de jouer un rôle actif dans les efforts de médiation et de facilitation des dialogues visant à mettre fin à la guerre.



Entretien téléphonique entre les ministres des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran et de l'Arabie saoudite : Seyed Abbas Araghchi et Fayçal ben Farhane, ministre des Affaires étrangères du Royaume d'Arabie saoudite, se sont entretenus par téléphone au sujet des derniers développements régionaux et des processus diplomatiques en cours. Araghchi, en exposant les différentes dimensions de la situation actuelle dans la région, en particulier celles relatives au cessez-le-feu, a informé son homologue saoudien des derniers efforts et démarches diplomatiques de la République islamique d'Iran en vue de mettre fin à la guerre et de réduire les tensions.



9. Participation massive et continue de la population dans les rues à l'occasion du quarantième jour du martyr du Guide de la Révolution

Rassemblement nocturne des habitants de Téhéran



Les habitants de Bojnourd sont descendus dans la rue pour la 57^{ème} nuit consécutive



**Service de la diplomatie publique
Ambassade de la République islamique d'Iran en France**

Célébration d'une cérémonie de mariage en marge d'un rassemblement de plusieurs milliers de personnes à Mashhad Dans le sanctuaire sacré de l'Imam Reza (que le salut soit sur lui)

